Rhône : le Département va financer la réinsertion des Roms en Roumanie

02/10/2010 à 23h57

Le délai accordé par la justice aux 200 Roms qui squattent les terrains du Conseil général et de Réseau ferré de France à la Part-Dieu (RFF) expire le 26 octobre. Mais le Département financera en partie leur réinsertion en Roumanie. Une «première» française.

« *Nous voulons mener une action de partenariat et de réinsertion de Roms exemplaire, en coopération notamment avec deux départements de Roumanie, Timis et Alba* », a expliqué hier Michel Mercier, président du Conseil général.

« *Il s'agit d'une réinsertion sur place, financée par nos trois départements, l'ambassade de France, l'Office français de l'immigration et l'Union européenne. Quand les Roms retourneront chez eux en Roumanie, ce programme de réinsertion se déclinera avec l'inscription des enfants dans des écoles, un suivi scolaire et sanitaire, ainsi que la mise en place d'une réinsertion par le travail. Les deux départements roumains s'engagent à suivre les familles sur une période de cinq ans. Nous irons donc bien plus loin que de leur dire simplement "partez".*»

Le Rhône serait la première collectivité française à tester ce dispositif, à la demande de l'Office français de l'immigration. Aucun chiffre n'a été donné hier. Mais dans les faits, la mesure ne concernerait pour l'instant que six de la cinquantaine de familles installées rue Paul-Bert. Ces six familles ont déclaré être originaires des deux départements roumains concernés. **Le dispositif est en effet basé sur le**

volontariat. Ce qui signifie que seuls les Roms qui en font la demande bénéficieront de la mesure.

Suite sur Le Progrès